

LES FORMATIONS ETUDIANTES

Réussite
étudiante



Féminisme



Solidarité
Internationale



Progrès
social
&
marxisme

Note technique.

« *Ousar Lutar, Ousar Vencer !* »

Après la victoire à São Paulo, la mobilisation étudiante prend de l'ampleur au Brésil : pour une éducation publique de qualité et contre les déstabilisations impérialistes



Note technique.

« *Ousar Lutar, Ousar Vencer !* »

Après la victoire à São Paulo, la mobilisation étudiante prend de l'ampleur au Brésil : pour une éducation publique de qualité et contre les déstabilisations impérialistes

Sommaire

Introduction : état des lieux de la crise politique en cours au Brésil.....	3
I. La victoire des étudiants de São Paulo.....	4
II. L'amplification des mobilisations en décembre.....	5
III. Pour le progrès éducatif et social, contre les tentatives golpistes.....	7
Conclusions et perspectives.....	8



Introduction: état des lieux de la crise politique en cours au Brésil

Le contexte actuel de **déstabilisation politique au Brésil** a commencé à la fin de l'année 2014. C'est à cette époque que la presse révélait une corruption généralisée organisée autour de l'entreprise pétrolière nationale Petrobras. Sont concernés, les patrons de l'entreprise, fleuron de l'économie brésilienne, ainsi qu'un grand nombre de responsables politiques, notamment des membres du Parti des Travailleurs (PT), dont l'ancien directeur de cabinet du Président Lula. L'actuelle présidente Dilma Rousseff n'a quant à elle pas été touchée personnellement par le scandale.

En août 2015, le scandale toucha Eduardo Cunha, actuel Président de la Chambre des Députés et membre du PMDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien), parti d'orientation libérale et qui constitue un farouche opposant à Dilma Rousseff, même s'il fait partie de la coalition gouvernementale depuis l'arrivée au pouvoir du PT en 2002. Eduardo Cunha est accusé d'avoir touché 5 millions de dollars dans l'affaire Petrobras.

Profitant de la très forte impopularité de Dilma Rousseff (10%), Eduardo Cunha a entamé une **procédure de destitution de la présidente**. En effet, celle-ci est accusée d'avoir camouflé le déficit public ces dernières années et avoir eu recours à de l'argent des banques publiques pour renflouer les caisses de l'État, ce qui est illégal. Une destitution de la présidente entraînerait une prise de fonction de l'actuel Vice-Président, Michel Temer, membre du PMDB qui s'appuierait sur une coalition formée entre le PMDB et les principaux partis de l'actuelle opposition qui sont le PSDB (Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne, droite libérale) ainsi que « Les Démocrates » (parti libéral-conservateur).

La procédure de destitution de la présidente est examinée depuis le 16 décembre 2015 mais durera « dix sessions », donc plusieurs semaines. La majorité des gouverneurs, mais également un certain nombre de parlementaires de l'opposition se sont exprimés contre cette procédure de destitution (ou « *impeachment* »). De l'autre côté, le PT a demandé le départ de Cunha auprès de la Cour suprême pour « chantage et abus de position », mais aussi en raison des accusations faites à son encontre au sein de l'affaire Petrobras. Là aussi, une procédure parlementaire est en cours.

Le Parti Communiste du Brésil (PCdoB), membre de la majorité gouvernementale depuis 2002, s'oppose aussi à la procédure de destitution de la présidente, estimant que la crise en cours est **un « coup d'État sans chars dans les rues »**. Il ne faut pas oublier que la gauche sud-américaine vient de connaître deux défaites importantes (élections présidentielles argentines en octobre 2015, élections législatives vénézuéliennes en décembre 2015), et donc que la déstabilisation que connaissent actuellement les progressistes brésiliens intervient dans un contexte de difficultés générales du camp anti-impérialiste. Si le gouvernement travailliste tombe, les trois principales puissances régionales (Brésil, Argentine, Venezuela) auront basculé du camp progressiste et anti-impérialiste au camp réactionnaire et pro-USA. Confrontés au spectre d'un tel scénario, les communistes ont appelé le 8 décembre le peuple brésilien à manifester dans la rue

son soutien au gouvernement et au processus de transformation sociale engagé depuis 2002. Ils ont également appelé les organisations de masses (syndicats, organisations de femmes, etc.) à se mobiliser.

Notamment, les étudiants de l'UNE, principale organisation étudiante et dirigée par les communistes, ont lancé une bataille d'ampleur contre le gouvernement libéral de l'État de São Paulo. Après leur victoire, le mouvement étudiant s'est étendu à d'autres États brésiliens où les gouvernements libéraux ont fait des ravages dans le monde de l'éducation. Mais face aux tentatives de l'opposition libérale et de certains médias complices de créer de la confusion autour de ce mouvement étudiant et le présenter comme un mouvement anti-Rousseff, il est de notre devoir d'exposer ici **la réalité de l'essor des luttes étudiantes de 2015 et de leur développement dans les différents contextes géographiques du pays.**

I. La victoire des étudiants de São Paulo

En pleine récession économique, au mois de septembre le gouvernement libéral (PSDB) de l'État de São Paulo a décidé de **réformer son système d'éducation sous le signe de l'austérité.**

Le budget alloué à l'enseignement est en chute libre : parmi les mesures envisagées il y a la fermeture de 94 établissements scolaires et la réorganisation de centaines d'autres, ainsi que de nombreuses suppressions de postes d'enseignants et des suppressions de salles de classes. Ces mesures entraîneront une augmentation du nombre d'élèves par classe et une surcharge de travail pour les personnels, dégradant ainsi les conditions d'étude et de travail des acteurs de l'éducation. Selon le Syndicat des professeurs de l'enseignement officiel de São Paulo (APEOSP), cette restructuration budgétaire affectera 311.000 élèves et 74.000 enseignants pour 93 établissements.

Dès le mois d'octobre, des étudiants pour la plupart issus des couches sociales défavorisées et des enseignants ont commencé à se mobiliser pour montrer leur désaccord face à l'absence totale de consultations concernant cette réforme. Le gouvernement de l'État de São Paulo est resté sourd à leur demande et a refusé d'ouvrir un dialogue avec eux. Dès le 9 novembre, au sein des établissements, **les assemblées générales ont voté majoritairement pour l'occupation des locaux.** Le Tribunal de São Paulo ayant d'abord ordonné l'évacuation des élèves, les coupures d'eau et d'électricité ont eu lieu dans les bâtiments occupés et la police militaire a commencé à encercler l'école Fernão Dias, faisant ainsi craindre une répression violente (à savoir que l'État de São Paulo s'est souvent distingué par son manque de scrupules à déployer une répression brutale contre les étudiants et enseignants du secteur public). Pourtant, le Tribunal est ensuite revenu sur ses positions et a demandé aux parties d'entamer une négociation. Une première victoire pour les étudiants et enseignants mobilisés, qui en a appelé d'autres. Cela a eu pour conséquence d'augmenter les rangs de la mobilisation,

tant est si bien qu'à la fin du mois de novembre le mouvement d'occupation touchait désormais plus de 150 établissements scolaires dans l'État de São Paulo et mobilisait des milliers de sympathisants lors des manifestations de rue. Il a aussi reçu le soutien matériel de nombreuses associations, comme le Mouvement des Sans-Terre, le Mouvement des Travailleurs Sans-Toit ainsi que de nombreux parents d'élèves.

Malgré la deuxième décision du Tribunal et l'ampleur du mouvement, le gouvernement de São Paulo, par la voix du Secrétaire à l'Éducation, a continué à envisager un écrasement sanglant de la mobilisation, arrivant même à affirmer qu'il fallait déclarer la « **guerre aux étudiants** ». L'état de siège des bâtiments occupés s'est alors accompagné de plusieurs actions répressives lorsque les grévistes portaient leur colère dans les rues de São Paulo. La soirée du 1^{er} décembre, les promesses de guerre aux étudiants ont été respectées et un sit-in pacifique au centre-ville a été brutalement attaqué par les forces de l'ordre à coups de matraque et de gaz lacrymogènes.

Le 5 décembre, lorsque les établissements occupés montaient au nombre de 220 malgré la répression, le gouverneur de l'État de São Paulo, Geraldo Alckmin a déclaré officiellement **l'abrogation du projet de réforme de l'éducation**. Le mouvement étudiant, par sa résistance et sa montée en puissance, a donc su mettre en échec les projets antisociaux du gouvernement Alckmin.

II. L'amplification des mobilisations en décembre

En solidarité avec les étudiants de São Paulo mais également pour des questions spécifiques à l'éducation dans leurs territoires, au mois de décembre ce sont les États de Rio de Janeiro, de Goiás, d'Espirito Santo et de Minas Gerais qui ont été touchés par la vague de contestations estudiantines.

Dans l'**État de Minas Gerais** dix ans de gouvernements de droite (PSDB) ont affecté gravement le monde de l'éducation, qui peine à se relever malgré le changement à la tête de l'administration (PT) et son engagement pour redonner du souffle à l'enseignement. Les étudiants de l'Instituto de Educação de Minas Gerais (IEMG) de Belo Horizonte se sont mobilisés depuis le 30 novembre en solidarité avec leurs camarades de São Paulo et s'exprimant pour un refinancement plus général de l'éducation publique. Plusieurs lycées aussi se sont mobilisés, en soutien au gouvernement de l'État dans sa tentative de maintenir le programme « Valores de Minas », qui permet aux jeunes des écoles publiques d'accéder aux classes de développement culturel et artistique mais qui a souffert de coupes dramatiques de la part de l'ancienne administration libérale, avec le risque d'extinction du programme d'ici 2016.

Dans l'**État de Rio de Janeiro**, gouverné par les libéraux du PMDB, l'Universidade do Estado (UERJ) a été occupée par ses étudiants, enseignants et techniciens le 2

décembre dernier. Le mouvement entend dénoncer les nombreux problèmes académiques accumulés depuis de longues années dans l'éducation publique : retards dans le versement des bourses, dans le paiement des travailleurs contractuels, paralysie de plusieurs réformes structurelles et des rénovations et constructions de nouveaux bâtiments, etc. Le mouvement exige aussi une revalorisation du montant des bourses (qui est actuellement de 400 réaux brésiliens) et un refinancement des universités publiques à la hauteur de 6% du budget de l'État de Rio de Janeiro. La direction universitaire a accepté le dialogue et a annoncé avoir réussi à obtenir de la part du gouvernement de l'État un déblocage de fonds pour payer les bourses et les salaires. Pourtant, les étudiants ont décidé de maintenir l'occupation jusqu'au paiement effectif des prestations et à l'obtention d'un engagement concret de l'administration à continuer la construction de nouveaux bâtiments et cantines.

Dans l'**État de Espírito Santo**, un mouvement d'occupation s'est mis en place à l'Universidade Federal (UFES) lorsque le 4 décembre la direction a annoncé aux étudiants l'impossibilité de leur verser les bourses et d'autres aides. Cela à cause du retard accumulé et de plusieurs négligences commises au niveau du gouvernement de l'État. Les étudiants, issus majoritairement des classes populaires, se sont donc mobilisés demandant le maintien des aides et la mise en place d'un dispositif de pérennisation du système des bourses, qui constituent souvent la seule ressource dont ils disposent pour poursuivre leurs études. La direction académique a refusé le dialogue avec les étudiants, qui ont alors occupé le bâtiment principal de l'UFES pour contraindre la direction à un dialogue direct. Les enseignants et techniciens de l'UFES ont également rejoint le mouvement et proclamé la grève, dénonçant les 4 mois de retard dans le paiement de leurs salaires et les nombreuses externalisations de services sous le signe de l'austérité. Mais dans les assemblées générales, les revendications se sont élargies et c'est notamment toute la politique éducative du gouvernement libéral de l'État (coalition PMDB-PSDB) qui est remise en question, ayant procédé à 12 milliards de coupes budgétaires dans l'éducation publique ces dernières années.

Enfin au **Goiás**, un État dirigé également par la droite du PSDB, un projet de réforme vise à externaliser plusieurs services de l'éducation publique au profit des « organisations sociales » (OS). Face au refus du gouvernement de l'État de dialoguer avec les parties concernées, un mouvement d'occupation s'est déclenché dans les établissements d'enseignement secondaire le 9 décembre, demandant l'arrêt du projet.

III. Pour le progrès éducatif et social, contre les tentatives golpistes

Face à ces mobilisations d'ampleur de l'ensemble des acteurs de l'éducation brésilienne, une certaine confusion règne parmi les médias occidentaux quant au lien avec la procédure d'*impeachment* proposée par la droite golpiste contre la présidente Dilma Rousseff.

En réalité, la situation est très simple et la confusion créée autour de ce sujet est encore une fois le produit de l'isolement et du discrédit que les puissances impérialistes veulent créer autour du gouvernement brésilien.

La plupart des décisions d'orientation budgétaire quant à l'éducation publique relèvent des gouvernements des États, et justement les mobilisations étudiantes les plus importantes ont eu lieu dans les États gouvernés par la droite, qui a refusé tout dialogue et qui n'a su riposter que par la répression. **La cible du mouvement a donc été la mise à mal de l'éducation publique de la part des libéraux** et l'exigence au contraire d'un réinvestissement d'ampleur de la part de ces gouvernements. La capitulation du gouvernement de São Paulo a montré que des victoires pour les étudiants étaient possibles même dans les États où les libéraux militarisent les établissements scolaires. Mais à aucun moment les différents mouvements étudiants n'ont adopté en assemblée générale une quelconque motion de défiance contre la présidente Dilma Rousseff ou en faveur du « coup d'État sans chars dans les rues » que les libéraux voudraient mettre en place.

Au contraire, **des milliers d'étudiants ont rejoint le mouvement #NaoVaiTerGolpe** qui s'oppose aux tentatives de destitution de Rousseff et de déstabilisation du pays.

Au cours de leurs luttes, les étudiants brésiliens ont bien compris qu'ils n'ont rien à attendre de la droite quant aux politiques éducatives : le scénario actuel au Brésil voit donc des étudiants en lutte contre les libéraux à la fois dans nombre d'États sur les questions éducatives et dans les mobilisations anti-golpistes en soutien au gouvernement. Les organisations étudiantes União Nacional dos Estudantes (UNE) et União Brasileira dos Estudantes Secundaristas (UBES) se sont exprimées fermement contre la procédure d'*impeachment*, estimant que la défense du gouvernement élu relève du combat démocratique de toute la jeunesse et que ce ne seront pas les golpistes guidés par Eduardo Cunha qui répondront aux aspirations des étudiants. La clarté du communiqué de l'UBES est flagrante : « *Après avoir vaincu le projet de réorganisation scolaire de Geraldo Alckmin à São Paulo, les étudiants promettent de faire tomber le député Eduardo Cunha* ».

Conclusions et perspectives

L'Union des Étudiants Communistes apporte sa solidarité aux étudiants brésiliens qui luttent pour leurs conditions d'étude et de vie, et qui subissent à l'heure actuelle le risque d'une violente répression dans les États où les libéraux ont fait des ravages dans le monde de l'éducation. La victoire des étudiants de São Paulo est un premier espoir pour que partout les mobilisations puissent faire reculer le spectre de l'austérité dans l'éducation publique. À São Paulo comme ailleurs, le mouvement étudiant non seulement s'est battu contre la casse de l'éducation et en défense de leurs établissements, mais aussi s'est exprimé en faveur d'un nouveau plan d'investissements pour **bâtir une « nouvelle école publique »**.

Comme nous l'avions constaté pour les mobilisations de masse en Afrique du Sud en octobre-novembre, le mouvement étudiant brésilien aussi a su s'amplifier rapidement et a pu s'organiser grâce à l'occupation des établissements, à la grève et aux manifestations locales. Les occupations ont permis d'organiser des espaces d'autogestion de la part des étudiants et des personnels, de diversifier les activités et montrer qu'**une autre université est possible débarrassée des logiques de marché**. Une université populaire, émancipatrice et critique est possible, et les étudiants brésiliens ont montré qu'elle ne sera que le produit des luttes de la communauté universitaire pour se réapproprier ses espaces et le contenu de ses formations. Chaque jour, des pièces de théâtre, des ciné-club, des forum-débats, des conférences et séminaires, des cours de soutien et des concerts de solidarité ont été animés dans les locaux occupés.

Enfin, bien que le mouvement ait été déclenché davantage en réponse à l'urgence budgétaire, à son deuxième mois de vie la mobilisation a franchi un bond qualitatif aussi. Après avoir fait reculer les projets de réforme dans certains établissements, elle passe maintenant à l'offensive. Les revendications se sont rapidement élargies à la bataille plus générale pour un véritable service public de l'éducation. Un service public qui prenne aussi en compte et propose des solutions par le haut aux situations précaires qui affectent aujourd'hui encore les populations noire, féminine et LGBT, pour **garantir à tout le monde l'accès et la réussite à l'université**, notamment en abrogeant le système de sélection à l'entrée.

Ousar Lutar, Ousar Vencer !

Andrea Benedetti, Secrétaire aux relations internationales

Union des Étudiants Communistes

les formations étudiantes



www.etudiants-communistes.org